



Contrat de Service d'Hébergement dans un Nœud de Raccordement Optique pour les Lignes FttO du Réseau de la Régie Auvergne Numérique

Entre

la Régie Auvergne Numérique, représentée par Sophie Rognon, dûment habilitée à la signature des présentes,

ci-après dénommée « Régie Auvergne Numérique »

d'une part,

et

la société, (type de société, capital, N° RCS, siège social...)

représentée par, en sa qualité de, dûment habilité

ci-après, dénommée « l'Usager »,

d'autre part,

ci-après dénommées ensemble les « Parties » ou individuellement la « Partie »,

il est convenu ce qui suit :

SOMMAIRE

article 1 – Préambule.....	4
article 2 – Définitions	4
article 3 – Objet	5
article 4 – Documents contractuels	5
article 5 – Prestations fournies par la Régie Auvergne Numérique	6
5.1 – Caractéristiques du Service d'hébergement pour les Lignes FttO	6
5.2 – Prestations complémentaires.....	7
5.2.1 – Pénétration de câble dans le Nœud de Raccordement Optique	7
5.2.2 – Visite supplémentaire de Nœud de Raccordement Optique	8
article 6 – Commande et mise à disposition du Service	8
6.1 – Guichet de traitement des commandes	8
6.2 – Commande d'étude de faisabilité et de disponibilité par l'Usager	8
6.3 – Retour d'étude de faisabilité par la Régie Auvergne Numérique	9
6.4 – Commande ferme de l'Usager	9
6.5 – Mise à disposition et réception du Service.....	10
6.5.1 – Mise à disposition du Service	10
6.5.2 – Réception du Service.....	10
6.5.3 – Modalités d'accès au Nœud de Raccordement Optique	10
6.6 – Installation et réception de l'Equipement de l'Usager	11
6.6.1 – Modalités.....	11
6.6.2 – Conditions d'utilisation du Service	12
6.6.3 – Non-respect des conditions d'utilisation du Service	12
6.6.4 – Vérifications électriques à l'initiative de l'Usager	13
article 7 – Service après-vente.....	13
7.1 – Guichet de réception des signalisations	13
7.2 – Maintenance préventive	14
7.3 – Maintenance curative	14
article 8 – Droit d'occupation – propriété.....	15
article 9 – Durée	15
9.1 – Durée du Contrat.....	15
9.2 – Durée de mise à disposition d'un Emplacement et de l'environnement technique associé, condition suspensive et modifications.....	16
9.2.1 – Durée de mise à disposition d'un Emplacement et de l'environnement technique associé	16
9.2.2 – Condition suspensive à la prise en compte des demandes d'études de faisabilité d'Emplacements	16
article 10 – Dispositions financières	16
10.1 – Structure tarifaire et modalités de facturation	16
10.1.1 – Etude de faisabilité	16
10.1.2 – Emplacement et environnement technique associé	17
10.1.3 – Prestations complémentaires	17
10.2 – Evolution des prix.....	18
10.3 – Paiement	18
10.4 – Renseignement et réclamations sur les factures.....	19
10.4.1 – Principe.....	19
10.4.2 – Modalités de mise en œuvre	19
10.5 – Garanties financières	19
10.5.1 – Principe	19
10.5.2 – Type de garantie financière	19
10.5.3 – Calcul de la garantie financière	20
10.5.4 – Conséquences de la non-fourniture de la garantie financière	20
10.5.5 – Mise en œuvre de la garantie financière	20
article 11 – Modification des conditions de mise à disposition.....	21
article 12 – Responsabilités – Assurance	21

12.1 – Responsabilité de la Régie Auvergne Numérique	21
12.2 – Responsabilité de l'Usager	22
12.3 – Assurance	22
article 13 – Hygiène et sécurité	22
article 14 – Force majeure – Cas fortuit	23
article 15 – Résiliation	23
15.1 – Résiliation d'un Emplacement pour cause de fermeture d'un Nœud de Raccordement Optique.....	23
15.2 – Résiliation d'un Emplacement pour cause de voirie	24
15.3 – Résiliation du Contrat par l'une ou l'autre Partie.....	24
15.4 – Résiliation d'un Emplacement sur demande de l'Usager	24
15.5 – Résiliation du Contrat pour non-respect des obligations de la Régie Auvergne Numérique.	24
15.6 – Résiliation du Contrat pour non-respect des obligations de l'Usager	24
article 16 – Effet de la résiliation	25
16.1 – Dispositions générales	25
16.2 – Restitution d'un Emplacement	25
article 17 – Cession – Sous location	25
article 18 – Confidentialité	26
article 19 – Litiges.....	26
article 20 – Evolution	26
article 21 – Preuve.....	27
21.1 – Preuve	27
21.2 – Convention de preuve	27
article 22 – Partenariat Public Privé	27

article 1 – Préambule

Après une étude de faisabilité pour la mise en œuvre sur le territoire régional d'un projet de service public de télécommunications, la Région d'Auvergne a lancé, par délibération des sessions du 20 et 21 Juin 2011, une procédure de dialogue compétitif en vue d'un Partenariat Public Privé (ci-après dénommé « contrat PPP » ou « PPP ») destinée à la mise en place et l'exploitation d'un Réseau de communications électroniques à très haut débit. Le PPP porte, conformément aux dispositions de l'article L. 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, sur la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'un Réseau de communications électroniques à très haut débit ainsi que sur l'assistance de la Personne publique à la commercialisation.

Le contrat PPP a été signé le 17 Juillet 2013 entre la Région Auvergne et Orange, et l'exécution du PPP a été transférée d'une part à la Régie autonome à personnalité morale – Auvergne Numérique – et d'autre part à la Société de projet, filiale à 100% d'Orange, Auvergne Très Haut Débit par un avenant n° 1 également signé le 17 juillet 2013. La Régie Auvergne Numérique a ainsi notamment confié pour la durée des 24 ans du PPP à la société Auvergne Très Haut l'assistance à la commercialisation des services objet du présent « Contrat de Service d'Hébergement dans un Nœud de Raccordement Optique pour les Lignes FttO du Réseau de la Régie Auvergne Numérique ».

A ce titre, les obligations de la Régie Auvergne Numérique décrites dans le présent contrat pourront le cas échéant être exécutées par les représentants d'Auvergne Très Haut Débit (ATHD) qui sera l'interlocuteur technique pour le compte de la Régie Auvergne Numérique.

Dans le cadre du PPP, la Régie Auvergne Numérique propose aux Usagers un Service d'Hébergement dans un Nœud de Raccordement Optique pour les Lignes FttO du Réseau de la Régie Auvergne Numérique.

En considération de quoi les Parties sont convenues de ce qui suit :

article 2 – Définitions

Emplacement : position individuelle et son environnement technique mis à disposition de l'Usager dans un Nœud de Raccordement Optique de la Régie Auvergne Numérique pour y installer un Equipement Usager.

Equipement Usager ou Equipement de l'Usager : matériel de l'Usager installé dans l'Emplacement mis à disposition de l'Usager dans le cadre du Service d'Hébergement de la Régie Auvergne Numérique.

Jour et heures ouvrables : du lundi au samedi (hors jours fériés) de 8 heures à 18 heures.

Jour et heures ouvrés : du lundi au vendredi (hors jours fériés) de 8 heures à 18 heures.

Lignes FttO : fibres optiques actives ou passives faisant partie du Réseau de la Régie Auvergne Numérique raccordant un site public ou une entreprise à un Nœud de Raccordement Optique.

Nœud de Raccordement Optique (NRO) : abri (shelter ou armoire) appartenant au Réseau de la Régie Auvergne Numérique installé en domaine public dans lequel sont installées des infrastructures permettant de fournir le Service.

Opérateur ou Opérateur de communications électroniques : toute personne physique ou morale exploitant un Réseau de communications électroniques ouvert au public ou fournissant au public un service de communications électroniques (selon l'article L 32.15° du Code des postes et communications électroniques).

Réseau ou Réseau de la Régie Auvergne Numérique : désigne l'ensemble des ouvrages constitutifs du réseau de communications électroniques exploité par la Régie Auvergne Numérique permettant la fourniture du Service objet du Contrat.

Service : service d'Hébergement dans un Nœud de Raccordement Optique pour les Lignes FttO du Réseau de la Régie Auvergne Numérique, objet du présent Contrat.

STAS : Spécifications Techniques d'Accès au Service

Usager : Opérateur, Fournisseur d'Accès à Internet (FAI) ou Utilisateur de réseaux indépendants au sens du premier alinéa du I de l'article L. 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales souscrivant ou désirant souscrire le Service auprès de la Régie Auvergne Numérique.

Utilisateurs de réseaux indépendants (au sens de l'article L.1425-1 du Code général des collectivités territoriales et du 4° de l'article L.32 du code des postes et des communications électroniques) : désigne les utilisateurs de réseaux de communications électroniques réservés à l'usage d'une ou plusieurs personnes constituant un Groupe Fermé d'Utilisateurs (GFU), en vue d'échanger des communications internes au sein de ce groupe.

article 3 – Objet

Le présent Contrat (ci-après, le Contrat) a pour objet de définir les modalités de fourniture par la Régie Auvergne Numérique à l'Usager d'un Service d'Hébergement dans un Nœud de Raccordement Optique du Réseau pour les Lignes FttO (ci-après, le Service).

Le Service consiste en la fourniture par la Régie Auvergne Numérique à l'Usager d'un (ou plusieurs) Emplacement(s), chaque Emplacement étant situé dans un Nœud de Raccordement Optique du Réseau.

Le Service s'adresse aux Usagers ayant préalablement souscrit à une offre FttO de la Régie Auvergne Numérique.

Le Service s'adresse aux Usagers souhaitant déployer leurs propres Equipements actifs ou passifs dans les Nœuds de Raccordement Optique du Réseau de la Régie Auvergne Numérique pour exploiter des services à destination de sites publics ou entreprises.

article 4 – Documents contractuels

Le Contrat se compose du présent document et de ses annexes :

- Annexe 1 : Prix
- Annexe 2 : Pénalités
- Annexe 3 : Bon de commande
- Annexe 4 : Points de contact
- Annexe 5 : Spécifications Techniques d'Accès au Service
- Annexe 6 : RIB automatisé de la Régie Auvergne Numérique
- Annexe 7A : procès-verbal d'état des lieux
- Annexe 7B : procès-verbal d'installation
- Annexe 7C : procès-verbal de recette
- Annexe 7D : procès-verbal de restitution des lieux
- Annexe 8 : Liste des Nœuds de Raccordement Optique

- Annexe 9 : Garantie à première demande bancaire
- Annexe 10 : Garantie à première demande société mère

En cas de contradiction entre le corps du Contrat et ses annexes, les Parties conviennent que le corps du Contrat prime sur ses annexes.

article 5 – Prestations fournies par la Régie Auvergne Numérique

5.1 – Caractéristiques du Service d'hébergement pour les Lignes FttO

Le Service d'Hébergement dans un Nœud de Raccordement Optique pour les Lignes FttO consiste à mettre à la disposition de l'Usager dans un Nœud de Raccordement Optique situé dans un shelter ou une armoire de la Régie Auvergne Numérique, un ensemble indissociable composé :

- d'un (ou plusieurs) Emplacement(s) désigné(s) par la Régie Auvergne Numérique en fonction de la configuration du Nœud de Raccordement Optique et permettant d'installer et de raccorder un Equipement Usager (actif ou passif), à savoir :
 - dans une armoire :
 - o mise à disposition d'un Emplacement dans un châssis de l'armoire de la Régie Auvergne Numérique dédiée au FttO dont les dimensions sont (600 mm x 300 mm x 3U) (avec U = 44,5mm),
 - dans un shelter :
 - o mise à disposition d'un Emplacement dans une baie dédiée au FttO de la Régie Auvergne Numérique dont les dimensions sont (600 mm x 300 mm x 3U) (avec U = 44,5mm),
- de l'environnement technique associé comprenant notamment :
 - Emplacement dans un shelter :
 - le raccordement au réseau de l'Usager et les liens intra-NRO ;
 - l'alimentation électrique de l'Equipement Usager 48V DC et les chemins de câbles nécessaires à l'énergie ;
 - l'accès sécurisé au Nœud de Raccordement Optique au moyen d'une serrure à clé ;
 - le conditionnement d'air éventuel (ventilation ou climatisation) ;
 - le chauffage éventuel de l'espace partagé ;
 - l'environnement électromagnétique et électrostatique ;
 - l'éclairage.
 - Emplacement dans une armoire :
 - le raccordement au réseau de l'Usager et les liens intra-NRO ;
 - les départs énergie 48V à 1 KW et les chemins de câbles nécessaires à l'énergie ;
 - le conditionnement d'air éventuel (ventilation ou climatisation) ;
 - l'environnement électromagnétique et électrostatique ;
 - l'accès au Nœud de Raccordement Optique au moyen d'une serrure à clé.

La fourniture par la Régie Auvergne Numérique du Service à l'Usager au titre des présentes est conditionnée par la disponibilité de l'Emplacement et de son environnement technique au jour du retour de l'étude de faisabilité, visé à l'article 6.3 ci-après. La disponibilité et la faisabilité sont indiquées dans le retour d'étude de faisabilité.

Les conditions techniques dans lesquelles le Service est fourni à l'Usager ainsi que les caractéristiques techniques que doit respecter l'Équipement Usager sont décrites dans les Spécifications Techniques d'Accès au Service (STAS) fournies en annexe 5 du présent Contrat.

L'installation de l'Équipement Usager dans l'Emplacement mis à disposition, le raccordement de l'Équipement Usager à l'alimentation électrique et le raccordement optique de l'Équipement Usager sont de la responsabilité de l'Usager dans les conditions décrites dans les Spécifications Techniques d'Accès au Service (STAS) fournies en annexe 5 du présent Contrat.

L'Usager réalise l'installation de son Équipement dans l'Emplacement, tel que décrit dans le retour de l'étude de faisabilité. Les modalités de l'installation sont décrites à l'article 6.6.

5.2 – Prestations complémentaires

La Régie Auvergne Numérique propose également à l'Usager les prestations complémentaires suivantes :

- Pénétration de câble dans le Nœud de Raccordement Optique ;
- Visite supplémentaire de Nœud de Raccordement Optique.

5.2.1 – Pénétration de câble dans le Nœud de Raccordement Optique

5.2.1.1 Description de la prestation

La prestation consiste en une pénétration de câble optique appartenant à l'Usager dans la chambre du Nœud de Raccordement Optique de la Régie Auvergne Numérique (première chambre située sur le domaine public à l'extérieur du Nœud de Raccordement Optique) et le prolongement de ce câble jusqu'au Répartiteur Optique du Nœud de Raccordement Optique.

Le câble est destiné à relier le NRO de la Régie Auvergne Numérique à un POP Usager pour collecter les flux des Équipements hébergés dans le NRO.

Le câble optique comporte douze (12) fibres lorsque le NRO est une armoire et de trente-six (36) fibres dans le cas d'un shelter.

Le service de Pénétration de câble est une prestation indissociable du Service d'Hébergement.

5.2.1.2 – Dispositions générales de la prestation de pénétration de câble

La prestation de pénétration de câble est disponible en simple pénétration dans la limite des capacités techniques d'accès dans la chambre du Nœud de Raccordement Optique, de génie civil entre la chambre et le Nœud de Raccordement Optique, de pénétration dans le Nœud de Raccordement Optique et des possibilités d'installation d'une tête optique.

L'Usager tire son câble dans son infrastructure de génie civil jusqu'au masque d'entrée de la chambre du Nœud de Raccordement Optique et fait pénétrer son câble à l'intérieur de ladite chambre dans les conditions définies par la Régie Auvergne Numérique. La pénétration dans le masque se fait dans l'alvéole, conjointement déterminée par la Régie Auvergne Numérique et l'Usager.

L'Usager ne peut intervenir dans la chambre du Nœud de Raccordement Optique qu'avec accompagnement de la Régie Auvergne Numérique et sur rendez-vous. La Régie Auvergne Numérique peut faire interrompre les travaux s'il le juge nécessaire pour des raisons de sécurité.

L'Usager laisse une longueur de câble suffisante dans la chambre du Nœud de Raccordement Optique pour le raccorder sans point de coupure au Répartiteur Optique du Nœud de Raccordement Optique.

En cas de difficulté technique exceptionnelle, la Régie Auvergne Numérique se réserve le droit de demander à l'Usager de s'arrêter à une certaine distance de la chambre du Nœud de Raccordement Optique, et de réaliser elle-même la pénétration dans la chambre. Dans ce cas, la Régie Auvergne Numérique avisera l'Usager au retour de l'étude de faisabilité en précisant le point précis où l'Usager devra amener son câble. Dans ce cas, la Régie Auvergne Numérique établit un devis et réalise les travaux après acceptation par l'Usager de ce devis.

5.2.2 – Visite supplémentaire de Nœud de Raccordement Optique

En dehors des visites prévues à l'article 6.5.2, une visite supplémentaire du Nœud de Raccordement Optique avant la mise à disposition du Service pourra être demandée par l'Usager.

Cette visite est réalisée exclusivement aux Jours et Heures ouvrés à la date déterminée conjointement par les Parties.

article 6 – Commande et mise à disposition du Service

6.1 – Guichet de traitement des commandes

La Régie Auvergne Numérique met en place un guichet unique de traitement des commandes, accessible du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00.

Les coordonnées de ce guichet unique sont décrites en annexe 4 du présent Contrat.

Réciproquement, l'Usager met en place un guichet unique, point de contact du guichet précité de la Régie Auvergne Numérique et dont les coordonnées sont précisées par l'Usager en annexe 4 du présent Contrat.

L'Usager s'engage à ne pas divulguer les coordonnées du guichet de traitement des commandes de la Régie Auvergne Numérique à des services pour lesquels ils ne sont pas nécessaires et en tout état de cause à ses clients finals.

Les Parties conviennent expressément de s'informer par courrier électronique aux adresses de courrier électronique visées en annexe 4 à tout moment, de tout changement de coordonnées sans autre formalisation. Ces changements ne pourront en aucun cas constituer un motif de résiliation du présent Contrat.

6.2 – Commande d'étude de faisabilité et de disponibilité par l'Usager

Chaque commande est effectuée par l'Usager au moyen du bon de commande spécifique dont un modèle est joint en annexe 3 du présent Contrat et transmise au guichet de traitement des commandes de la Régie Auvergne Numérique par courrier électronique.

Un même bon de commande ne peut porter que sur un seul Nœud de Raccordement Optique et sur un seul Emplacement et devra préciser :

- le Nœud de Raccordement Optique considéré,
- le cas échéant, la prestation complémentaire souhaitée.

La commande d'étude de faisabilité est prise en compte à la date d'envoi par la Régie Auvergne Numérique de l'accusé de réception de la commande d'étude de faisabilité par courrier électronique. L'accusé de réception sera émis deux (2) jours ouvrés à compter de la date de réception de la commande de l'Usager.

Toute commande d'étude de faisabilité incomplète ou non conforme au modèle figurant en annexe 3 du Contrat sera automatiquement rejetée sans frais pour l'Usager.

6.3 – Retour d'étude de faisabilité par la Régie Auvergne Numérique

La Régie Auvergne Numérique s'engage à réaliser toute étude de faisabilité dans un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date de l'accusé de réception par le guichet unique de traitement des commandes décrit à l'article 6.1 de la commande d'étude de faisabilité complète.

Dans l'hypothèse où l'étude commandée à la Régie Auvergne Numérique démontre la faisabilité et la disponibilité de la mise à disposition du Service, le retour d'étude de faisabilité précisera :

- les éléments tarifaires pour l'Emplacement concerné au vu de l'annexe 1,
- le cas échéant, les éléments tarifaires pour la prestation complémentaire au vu de l'annexe 1,
- un délai maximal de mise à disposition de l'Emplacement à compter de la réception par la Régie Auvergne Numérique de la commande ferme de l'Usager.

Le retour d'étude de faisabilité est envoyé par courrier électronique au guichet unique point de contact de l'Usager tel que décrit à l'article 6.1.

La Régie Auvergne Numérique s'engage à réserver, au bénéfice de l'Usager, l'Emplacement ayant fait l'objet d'un retour d'étude de faisabilité positif, pendant un (1) mois calendaire à compter de la date du courrier électronique de retour d'étude. Au-delà de cette durée, en l'absence de commande ferme par l'Usager de l'Emplacement ainsi réservé, la Régie Auvergne Numérique ne sera plus tenue de réserver l'Emplacement objet de l'étude de faisabilité et pourra l'affecter librement à d'autres besoins.

Dans l'hypothèse où l'étude commandée à la Régie Auvergne Numérique démontre l'impossibilité de la mise à disposition de l'Emplacement demandé par l'Usager, le retour d'étude de faisabilité précisera les raisons de l'indisponibilité du Service. L'étude de faisabilité n'est alors pas facturée à l'Usager.

6.4 – Commande ferme de l'Usager

Toute commande ferme incomplète ou non conforme au modèle de bon de commande figurant en annexe 3 du présent Contrat sera automatiquement rejetée par la Régie Auvergne Numérique sans frais pour l'Usager.

L'Usager peut adresser des commandes fermes, pendant toute la durée de réservation de l'Emplacement définie à l'article 6.3 au moyen du bon de commande dont le modèle est joint en annexe 3 du présent Contrat, par courrier électronique au guichet de traitement des commandes de la Régie Auvergne Numérique.

La Régie Auvergne Numérique se réserve le droit de facturer à l'Usager, dans les conditions de l'article 10 du présent Contrat, toute commande d'étude de faisabilité ayant un retour positif et non suivie d'une commande ferme dans un délai d'un (1) mois calendaire à compter de la date de retour d'étude de faisabilité.

6.5 – Mise à disposition et réception du Service

6.5.1 – Mise à disposition du Service

Le délai maximal de mise à disposition de l'Emplacement commandé ferme selon les modalités définies à l'article 6.4, est de vingt (20) jours ouvrés à compter de la réception par la Régie Auvergne Numérique de la commande ferme de l'Usager.

La date de mise à disposition est notifiée à l'Usager à la rubrique « notification de mise à disposition » de son bon de commande ferme, retourné par mail par la Régie Auvergne Numérique une fois que l'Emplacement est disponible.

La période minimale d'engagement d'un (1) an court à compter de la date de mise à disposition telle que notifiée à l'Usager.

6.5.2 – Réception du Service

La réception du Service se matérialise par l'établissement d'un procès-verbal d'état des lieux, signé par les deux Parties selon les modalités décrites ci-après.

Dès la réception de la notification de mise à disposition, l'Usager prend rendez-vous avec le chef de projet la Régie Auvergne Numérique dont les coordonnées figurent sur le bon de commande à la rubrique « notification de mise à disposition » pour procéder à un état des lieux de l'Emplacement et de l'environnement technique associé mis à disposition.

Ce rendez-vous permet à l'Usager de prendre connaissance de l'Emplacement qui lui est réservé et de l'environnement technique associé. L'Emplacement et l'environnement technique associé sont conformes aux Spécifications Techniques d'Accès au Service figurant en annexe 5 du présent Contrat.

La signature du procès-verbal d'état des lieux, dont un modèle figure en annexe 7A du présent Contrat, autorise l'Usager à installer son Equipement dans l'Emplacement considéré après la levée des éventuelles réserves.

Si nécessaire, un plan de prévention des risques est établi avant la première intervention des techniciens ou des prestataires de services de l'Usager et ce, en conformité avec les textes applicables, notamment les articles R.4511-1 à R.4515-11 du code du travail.

6.5.3 – Modalités d'accès au Nœud de Raccordement Optique

Lors de l'état des lieux, l'Usager communique à la Régie Auvergne Numérique la liste des personnes autorisées à pénétrer pour son compte dans le Nœud de Raccordement Optique dans lequel est situé l'Emplacement.

Lors de l'état des lieux, la Régie Auvergne Numérique fournit à l'Usager cinq (5) clés permettant l'accès aux différents Nœuds de Raccordement Optique dans lesquels l'Usager dispose d'Emplacements.

En cas de porte maintenue ouverte par l'Usager, les frais de déplacement et de traitement de l'incident lui seront facturés.

L'Usager s'engage à restituer à la Régie Auvergne Numérique lesdites clés dans un délai d'un (1) mois calendaire en cas de résiliation de l'Emplacement pour quelque motif que ce soit sinon à payer le montant figurant en annexe 2.

6.6 – Installation et réception de l'Équipement de l'Usager

6.6.1 – Modalités

L'Usager s'engage à installer son Équipement dans un délai de trois (3) mois calendaires à compter de la date figurant sur le procès-verbal d'état des lieux. A défaut, la Régie Auvergne Numérique pourra librement affecter l'Emplacement à un autre Usager à l'échéance de ce terme. L'Emplacement est alors résilié par la Régie Auvergne Numérique et la redevance due au titre du Service pour la totalité de la période de mise à disposition de l'Emplacement tel que décrite en annexe 2 devra être acquittée par l'Usager.

Seuls sont autorisés les matériels suivants :

- les équipements pertinents pour les raccordements des Lignes FttO, les équipements connexes de supervision/gestion (concentrateur ou serveur de terminaux),
- les équipements de transmission en capacité strictement nécessaires au couplage de trafic et au raccordement des équipements précités.

La réception de l'Équipement de l'Usager est conditionnée par :

- la compatibilité de l'Équipement avec les matériels autorisés,
- la compatibilité de l'Équipement avec les caractéristiques de l'Emplacement et de l'environnement technique,
- la conformité de l'Équipement aux normes de référence applicables notamment en matière d'environnement, de bruit, d'alimentation électrique telles que décrites dans les Spécifications Techniques d'Accès au Service fournies en annexe 5 du présent Contrat,
- la conformité technique de l'installation de l'Équipement de l'Usager au regard de l'article 6.6.2 « Conditions d'utilisation du Service »,
- la fourniture par l'Usager au guichet de traitement des commandes identifié à l'article 6.1 d'un certificat de conformité électrique d'installation de son Équipement établi par un organisme certifié, dans le respect des normes rappelées à l'annexes 5 (Spécifications Techniques d'Accès au Service).

Dans tous les cas où l'installation d'un Équipement ne serait pas faite conformément à l'ensemble des principes énoncés ci-dessus, la Régie Auvergne Numérique en avertira l'Usager et pourra, selon les cas, exiger, aux frais de l'Usager :

- la mise en conformité, ou
- la désinstallation de l'Équipement concerné.

L'Usager s'engage à réaliser les travaux d'installation de l'Équipement exclusivement pendant les Jours et Heures ouvrés.

Une fois que les conditions énoncées ci-dessus sont remplies, l'Usager prend rendez-vous avec le chef de projet de la Régie Auvergne Numérique afin de procéder à la réception de l'Équipement(s), celle-ci étant matérialisée par la signature par les Parties d'un procès-verbal de recette en deux exemplaires originaux.

Un modèle de procès-verbal de recette est fourni en annexe 7C du présent Contrat.

Dans le cas d'installation d'un Équipement actif Usager, la signature préalable, après levée des éventuelles réserves, d'un procès-verbal d'installation d'Équipement (dont un modèle figure en annexe 7B du présent Contrat) conditionne la mise sous tension de l'Équipement de l'Usager.

Une fois l'Équipement actif de l'Usager mis sous tension, l'Usager prend contact avec le chef de projet de la Régie Auvergne Numérique dans un délai maximum d'un (1) mois calendaire pour réaliser le procès-verbal de recette qui sera signé en deux exemplaires originaux par les Parties.

6.6.2 – Conditions d'utilisation du Service

L'Usager s'engage à installer l'Équipement dans l'Emplacement dans le respect des conditions du présent Contrat et notamment des Spécifications Techniques d'Accès au Service figurant en annexe 5.

L'Usager assume à cet égard tous les risques liés au transport et/ou à l'Installation, notamment quant à la compatibilité avec les équipements, matériels et raccordements de toute nature de la Régie Auvergne Numérique et/ou d'autres Usagers.

L'Usager s'engage à :

- obtenir, maintenir et détenir en permanence l'ensemble des licences et autorisations administratives nécessaires à l'implantation et à l'exploitation de son Équipement,
- respecter toute disposition légale ou réglementaire en vigueur relative à son implantation et exploitation, sans que la responsabilité de la Régie Auvergne Numérique ne soit recherchée à cet égard,
- communiquer à première demande de la Régie Auvergne Numérique un descriptif de l'Équipement installé dans l'Emplacement et plus généralement l'ensemble des licences et autorisations visées ci-dessus.

L'Usager s'engage à ce que l'Équipement soit dans un état de nature à éviter tout risque d'accident ou d'incident et à respecter les consignes, procédures et autres instructions nécessaires à l'installation et l'exploitation de l'Équipement, sur la base des Spécifications Techniques d'Accès au Service figurant en annexe 5 du présent Contrat.

L'Usager s'engage à prendre les mesures nécessaires afin de ne pas causer, à l'occasion de l'exécution du Contrat, de dommages aux tiers également hébergés dans le Nœud de Raccordement Optique concerné, ni à leurs biens, ni, en ce qui concerne l'Équipement, créer d'interférence avec quelque bien que ce soit, y compris le Nœud de Raccordement Optique, tout ce qu'il contient, et tout équipement ou matériel appartenant à la Régie Auvergne Numérique et/ou à un tiers qui pourrait s'y trouver.

L'Usager ne pourra, en aucun cas, faire ou laisser faire quoi que ce soit qui puisse détériorer l'Emplacement et le Nœud de Raccordement Optique.

L'Usager s'engage :

- à ne pas stocker de matériel hors de l'Emplacement mis à sa disposition,
- à assurer l'enlèvement immédiat des déchets divers après toute intervention quelle qu'en soit la nature.

A défaut, la Régie Auvergne Numérique pourra :

- mettre l'Usager en demeure de procéder à l'enlèvement des déchets et/ou matériels stockés en violation de l'engagement ci-dessus, ou
- procéder à l'enlèvement des déchets aux frais de l'Usager, au cas où la mise en demeure resterait infructueuse passé le délai d'un (1) mois.

6.6.3 – Non-respect des conditions d'utilisation du Service

Si après l'établissement du procès-verbal de recette, l'installation ou l'utilisation de l'Équipement de l'Usager se révèle non conforme aux principes énoncés à l'article 6.6.2 et/ou si l'Équipement de l'Usager provoque des perturbations sur les équipements de la Régie Auvergne Numérique ou sur les

équipements d'autres Usagers éventuellement installés, la Régie Auvergne Numérique en avertira par écrit l'Usager et pourra, selon les cas :

- exiger la mise en conformité de l'installation ou de l'Équipement concerné,
- demander la désinstallation immédiate de l'Équipement concerné aux frais de l'Usager.

L'Usager s'engage alors à faire le nécessaire pour désinstaller son Équipement, ou pour mettre en conformité son installation ou son Équipement en tenant compte des remarques et réserves émises par la Régie Auvergne Numérique et à reprendre contact avec le chef de projet de la Régie Auvergne Numérique pour fixer une nouvelle date de réception de l'installation contradictoire dans un délai d'un (1) mois calendaire à compter de la date figurant sur l'avertissement écrit formulé par la Régie Auvergne Numérique.

Le cas échéant et notamment pour le maintien du bon fonctionnement du Service, la Régie Auvergne Numérique pourra interrompre la fourniture de l'énergie sur l'Emplacement où est situé l'Équipement actif de l'Usager si celui-ci est en cause ou procéder lui-même à la désinstallation de l'Équipement actif de l'Usager aux frais de ce dernier, auquel cas l'Emplacement sera résilié dans les conditions définies au présent Contrat.

La mise en œuvre des dispositions du présent paragraphe ne pourra en aucun cas donner droit à une quelconque indemnité ou réparation au profit de l'Usager.

6.6.4 – Vérifications électriques à l'initiative de l'Usager

Dans le cas d'installation d'un Équipement actif, l'Usager s'engage à opérer selon les obligations légales une vérification de conformité électrique de son Équipement à compter de sa mise sous tension.

Cette vérification devra être réalisée par un organisme agréé dans le respect des normes visées aux Spécifications Techniques d'Accès au Service communiquées en annexe 5 au présent Contrat.

L'Usager tient à la disposition de la Régie Auvergne Numérique les certificats correspondants qu'elle s'engage à transmettre sous trente (30) jours ouvrés à première demande au guichet unique de traitement des commandes tel qu'identifié à l'article 6.1.

A défaut, la Régie Auvergne Numérique mettra l'Usager en demeure de délivrer le certificat dans les quinze (15) jours ouvrés par lettre recommandée avec accusé de réception et procédera à la coupure de l'énergie fournie, dans le cas où cette mise en demeure resterait infructueuse.

La Régie Auvergne Numérique informera l'Usager de la coupure d'énergie par lettre recommandée avec accusé de réception dans les huit (8) jours suivant ladite coupure.

article 7 – Service après-vente

7.1 – Guichet de réception des signalisations

La Régie Auvergne Numérique met en place un guichet unique de réception des signalisations accessible vingt-quatre (24) heures sur vingt-quatre (24) et sept (7) jours sur sept (7), par téléphone, par courrier électronique ou par fax.

Les coordonnées de ce guichet unique sont décrites en annexe 4 du présent Contrat.

Réciproquement, l'Usager met en place un guichet unique, point de contact du guichet précité de la Régie Auvergne Numérique, dont les coordonnées sont précisées par l'Usager en annexe 4 du présent Contrat.

L'Usager s'engage à ne pas divulguer les coordonnées du guichet de réception des signalisations de la Régie Auvergne Numérique à des services pour lesquels ils ne sont pas nécessaires et en tout état de cause à ses clients finals.

Les Parties conviennent expressément de s'informer par courrier électronique aux adresses de courrier électronique visées en annexe 4 à tout moment, de tout changement de coordonnées sans autre formalisation. Ces changements ne pourront en aucun cas constituer un motif de résiliation du présent Contrat.

L'Usager s'engage à afficher sur ses équipements un numéro de téléphone accessible vingt-quatre (24) heures sur vingt-quatre (24) et sept (7) jours sur sept (7), afin de permettre à la Régie Auvergne Numérique d'obtenir un contact rapidement en cas de besoin.

Cet étiquetage doit répondre aux normes d'étiquetage en extérieur résistant notamment aux intempéries.

7.2 – Maintenance préventive

La Régie Auvergne Numérique est responsable de l'entretien du Nœud de Raccordement Optique et de l'environnement technique de l'Emplacement mis à la disposition de l'Usager.

A ce titre, la Régie Auvergne Numérique peut être amenée à réaliser des opérations de maintenance préventive susceptibles d'affecter temporairement le bon fonctionnement du Service.

La Régie Auvergne Numérique s'efforce, dans toute la mesure du possible, de réduire les perturbations qui pourraient résulter d'un dysfonctionnement, à l'exclusion des perturbations dues exclusivement aux faits de l'Usager ou d'un tiers.

Avant toute opération de maintenance préventive pouvant affecter temporairement le bon fonctionnement du Service, la Régie Auvergne Numérique informera ce dernier par téléphone et/ou mail aux coordonnées mentionnées à l'annexe 4 du présent Contrat, au moins deux (2) semaines calendaires avant la date prévisionnelle de l'opération. L'information porte sur la date, l'heure, la durée prévisionnelle de la perturbation ainsi que la nature de l'intervention.

L'Usager fait son affaire des adaptations de ses équipements aux nouvelles caractéristiques de l'Emplacement issues le cas échéant de ces interventions programmées.

Les opérations préventives entraînant une coupure de l'énergie pour un Emplacement ne sont pas considérées comme des incidents dans la mesure où elles respectent les modalités décrites précédemment. Elles ne sauraient entraîner la responsabilité de la Régie Auvergne Numérique au titre de l'article 12.

7.3 – Maintenance curative

Avant de déposer une signalisation, l'Usager s'engage à s'assurer qu'un éventuel incident n'est pas causé par son propre Equipement. Il s'engage à effectuer la localisation d'un défaut à partir de son Equipement avant de signaler une indisponibilité du Service.

Tout incident sera signalé par téléphone ou courrier électronique adressé par l'Usager au guichet unique de réception des signalisations de la Régie Auvergne Numérique dont les coordonnées figurent en annexe 4 du présent Contrat.

Tout incident signalé par courrier électronique précisera toute l'information nécessaire à fin de permettre à la Régie Auvergne Numérique d'identifier la nature de l'incident et de le résoudre.

La Régie Auvergne Numérique attribue un numéro à toute signalisation déposée par l'Usager.

La Régie Auvergne Numérique s'engage à fournir ses meilleurs efforts pour rétablir le Service à compter du dépôt d'une signalisation par l'Usager ou suite à la détection d'un incident par le guichet unique de la Régie Auvergne Numérique ou au cours d'une opération de maintenance préventive.

Le traitement d'une signalisation se termine avec l'envoi d'un avis de clôture d'incident transmis par courrier électronique contenant notamment les indications suivantes :

- le jour et l'heure de la signalisation émise par l'Usager ;
- le jour et l'heure de la réparation par la Régie Auvergne Numérique ;
- l'origine de l'incident constaté.

En cas d'incident décelé par la Régie Auvergne Numérique, ce dernier en informe l'Usager dans les meilleurs délais.

article 8 – Droit d'occupation – propriété

Il est convenu que la mise à disposition d'un (ou plusieurs) Emplacement(s) ne confère aucun autre droit qu'un droit d'occupation sur le (ou les) Emplacement(s) concerné(s) pendant la durée du présent Contrat. Le présent Contrat ne réalise aucun transfert de propriété du (ou des) Emplacement(s) ainsi mis à disposition de l'Usager.

Les Emplacements mis à disposition ne peuvent pas être cédés, sous-loués, transformés, donnés en gage ou en nantissement, transférés ou prêtés sous quelque forme que ce soit à des tiers par l'Usager, à l'exception des cas de cession ou sous-location visés à l'article 17 du Contrat.

article 9 – Durée

9.1 – Durée du Contrat

Les parties reconnaissent que le Service est fourni par la Régie Auvergne Numérique dans le cadre du Contrat PPP visé en préambule. Le Contrat prend effet à compter de sa date de signature par la dernière des deux Parties. Il est conclu pour une durée qui court jusqu'à l'expiration du Partenariat, à savoir le 31 Juillet 2037, sauf résiliation anticipée ou prolongation dudit Partenariat.

En cas de modification du contrat PPP pouvant avoir un impact sur le présent Contrat, les parties se réuniront pour négocier de bonne foi les conséquences sur le présent Contrat.

La Régie Auvergne Numérique informera l'Usager avec un préavis de six (6) mois calendaires de la date de fin du contrat PPP et des conséquences éventuelles sur le présent Contrat. Les Parties se rencontreront pour envisager s'il y a lieu, la résiliation ou la poursuite du présent Contrat, son renouvellement ou la conclusion d'un nouveau Contrat.

Le Contrat reste en vigueur jusqu'à la résiliation du dernier Emplacement mis à disposition de l'Usager.

9.2 – Durée de mise à disposition d'un Emplacement et de l'environnement technique associé, condition suspensive et modifications

9.2.1 – Durée de mise à disposition d'un Emplacement et de l'environnement technique associé

Un Emplacement est souscrit pour une durée indéterminée assortie d'une période minimale d'un (1) an à compter de la date de mise à disposition telle que notifiée à l'Usager conformément à l'article 6.5.1.

La mise à disposition d'un Emplacement prend fin par la résiliation par l'une ou l'autre Partie dans les conditions fixées à l'article 15 du présent Contrat.

9.2.2 – Condition suspensive à la prise en compte des demandes d'études de faisabilité d'Emplacements

La prise en compte des demandes d'études de faisabilité d'Emplacements peut être conditionnée par la délivrance par l'Usager, dès la signature du Contrat, d'un dépôt de garantie ou d'une garantie à première demande tel que visé à l'article 10.5.

article 10 – Dispositions financières

10.1 – Structure tarifaire et modalités de facturation

Les modalités tarifaires applicables à chaque Emplacement et l'environnement technique associé souscrits par l'Usager sont précisées en annexe 1.

Chaque Emplacement, l'environnement technique associé et, le cas échéant, la prestation complémentaire souscrits au titre du présent Contrat font l'objet d'une facture annuelle.

10.1.1 – Etude de faisabilité

L'Usager est redevable des frais d'étude de faisabilité, définis à l'annexe 1, si l'Emplacement ne fait pas l'objet d'une commande ferme à l'issue de la période de validité, telle que visée à l'article 6.4.

L'Usager ne sera pas redevable des frais d'étude de faisabilité, si l'étude de faisabilité s'avère négative. De la même manière, aucun frais au titre des études de faisabilité non suivies de commande ferme ne sera dû par l'Usager dans l'éventualité où la Régie Auvergne Numérique ne respecterait pas le délai d'étude mentionné à l'article 6.3.

Les frais d'étude de faisabilité non suivis de commande ferme sont facturés le mois suivant la date d'échéance de la période de validité de l'étude de faisabilité.

10.1.2 – Emplacement et environnement technique associé

10.1.2.1 – Frais de mise en service

Pour chaque Emplacement, l'Usager est redevable des frais de mise en service tels que définis à l'annexe 1. La mise en service est décrite à l'Article 6.5 et à l'Article 6.6.

Les frais de mise en service d'un Emplacement sont facturés le mois suivant la date effective de mise à disposition.

10.1.2.2 – Redevance

Pour chaque Emplacement, l'Usager est redevable d'une redevance forfaitaire annuelle au titre de la mise à disposition et de la maintenance préventive et curative.

Le principe de *prorata temporis* est appliqué dans les cas suivants :

- entre la date de mise à disposition de l'Emplacement commandé par l'Usager et le dernier jour de l'année ;
- entre le 1^{er} jour de l'année et la date effective de résiliation par l'Usager de l'Emplacement concerné.

La redevance d'un Emplacement telle que définie en annexe 1 fait l'objet d'une facturation annuelle, terme à échoir, adressée à l'Usager en début d'année civile à l'exception de la première année pour laquelle la facturation intervient le mois suivant la mise à disposition de l'Emplacement.

10.1.3 – Prestations complémentaires

10.1.3.1 – Pénétration de câble

Pour une pénétration de câble reliant un POP Usager, pénétration de câble de raccordement de Boucle Locale pour les Lignes FttO, ou pénétration de câble de raccordement dans une armoire de la Régie Auvergne Numérique, l'Usager est redevable de frais de mise en service et d'une redevance annuelle, terme à échoir, tels que définis à l'annexe 1. La mise en service est décrite à l'article 6.5 et à l'article 6.6

Pour la redevance annuelle, le principe de *prorata temporis* est appliqué dans les cas suivants :

- entre la date de mise à disposition de la pénétration de câble commandée par l'Usager et le dernier jour de l'année ;
- entre le 1^{er} jour de l'année et la date effective de résiliation par l'Usager de la pénétration de câble concernée.

Les frais de mise en service et la redevance sont portés et identifiés sur la facture annuelle relative au Service.

10.1.3.2 – Visite supplémentaire de Nœud de Raccordement Optique

Cette prestation complémentaire est facturée, à partir de la deuxième visite, selon les prix horaires figurant en annexe 1.

10.2 – Evolution des prix

Les prix définis en annexe 1 du Contrat pourront faire l'objet d'une évolution dans les conditions définies ci-après.

Les nouveaux prix s'appliqueront alors à chaque Emplacement concerné souscrit par l'Usager.

Toute modification de prix est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'Usager dès que possible et au plus tard :

- 1 mois calendaire avant sa prise d'effet dès lors qu'il s'agit d'une baisse de prix,
- 3 mois calendaires avant sa prise d'effet dès lors qu'il s'agit d'une hausse de prix.

Toute hausse de prix, autorise l'Usager à résilier un (ou plusieurs) Emplacement(s) ou le présent Contrat sans pénalité, y compris pendant les périodes d'engagement minimales éventuelles.

Cette résiliation doit être effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au guichet de traitement des commandes visé à l'article 6.1, au moins quinze (15) jours calendaires avant la date effective de la hausse de prix.

A défaut de résiliation, l'Usager reconnaît expressément que les nouvelles conditions tarifaires seront applicables à compter de leur prise d'effet.

10.3 – Paiement

La Régie Auvergne Numérique adresse par courrier la facture et ses pièces justificatives à l'Usager. Elle est payable par l'Usager dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de la facture. Le paiement s'effectue par virement à la Régie Auvergne Numérique (voir RIB en annexe 6) ou par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de la Régie Auvergne Numérique à l'adresse suivante:

Paierie Régionale d'Auvergne
19 boulevard Berthelot
63400 Chamalières

En cas de défaut de paiement c'est à dire de retard de paiement ou de paiement partiel d'une facture à la date d'échéance, des pénalités pour retard de paiement sont dues, invariablement chaque jour, en dépit des jours chômés ou fériés, dès le premier jour de retard, c'est-à-dire dès le lendemain de la date d'échéance mentionnée sur la facture, sans préjudice de l'application de l'article « Résiliation ».

Outre que les pénalités pour retard de paiement sont calculées sur le montant TTC des sommes dues par l'Usager à la Régie Auvergne Numérique, les Parties conviennent expressément que le taux des pénalités pour retard de paiement retenu par la Régie Auvergne Numérique sera égal :

- au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage toutes les fois et aussi longtemps que le taux ainsi calculé est supérieur à trois fois le taux d'intérêt légal ;
- à trois fois le taux d'intérêt légal toutes les fois et aussi longtemps que le taux résultant du calcul décrit précédemment est inférieur à trois fois le taux d'intérêt légal.

Le taux d'intérêt légal retenu est le taux en vigueur au jour de l'émission de la facture.

En outre, en cas de défaut de paiement, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sera également appliquée de plein droit à l'Usager et sans mise en demeure préalable. Le montant de cette indemnité sera égal au montant tel que fixé par l'article D441-5 du Code de commerce à la date du premier jour de retard. Dans le cas où les frais de recouvrement exposés par la Régie Auvergne Numérique seraient supérieurs à ce montant, la Régie Auvergne Numérique pourra demander à l'Usager une indemnisation complémentaire, sous réserve de produire les justificatifs nécessaires.

10.4 – Renseignement et réclamations sur les factures

10.4.1 – Principe

Pendant les douze (12) mois calendaires qui suivent la date d'établissement de la facture, la Régie Auvergne Numérique tient à la disposition de l'Usager, les éléments d'information établissant, en l'état des techniques actuellement utilisées, un justificatif de la facture.

Les contestations sur facture ne seront prises en compte par la Régie Auvergne Numérique que dans le strict respect des conditions ci-dessous décrites.

10.4.2 – Modalités de mise en œuvre

Pour être recevable, toute contestation doit être transmise à la Régie Auvergne Numérique par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai maximal de soixante (60) jours calendaires suivant la date de la facture, accompagnée des pièces justificatives, tel que défini à l'article 10.3.

Ce courrier précise la portée et les motifs de la contestation et mentionne les références précises de date et de numéro de la facture litigieuse. Tous les documents justificatifs devront être joints au courrier.

L'Usager s'engage, en tout état de cause, à régler, dans le délai visé à l'article 10.3, les sommes correspondant aux montants identifiés sur l'avis des sommes à payer émis par la Régie Auvergne Numérique.

La Régie Auvergne Numérique s'engage à répondre à la contestation, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de soixante (60) jours suivant la date de réception de la réclamation.

En cas de rejet de la contestation, la Régie Auvergne Numérique fournit à l'Usager une réponse motivée comportant tout justificatif nécessaire.

En revanche en cas de contestation avisée, les montants contestés par l'Usager feront l'objet d'un remboursement de la part de la Régie Auvergne Numérique dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date d'envoi du courrier de réponse de la Régie Auvergne Numérique.

10.5 – Garanties financières

10.5.1 – Principe

La Régie Auvergne Numérique pourra demander la constitution d'une garantie à la signature du Contrat sur la base d'une estimation réaliste et sincère, arrêtée d'un commun accord entre la Régie Auvergne Numérique et l'Usager, du nombre d'Emplacements qui seront souscrits dans l'année à venir. Cette garantie sera réévaluée à chaque fois que le loyer des Emplacements souscrits dépassera de plus de 50% le montant de la garantie en cours. A cette fin l'Usager s'engage à délivrer une garantie supplémentaire à due concurrence du montant constaté.

10.5.2 – Type de garantie financière

L'Usager s'engage à remettre à la demande de la Régie Auvergne Numérique, une des garanties suivantes au choix de l'Usager et sans que la Régie Auvergne Numérique ne puisse s'y opposer en dehors des cas prévus :

- un dépôt de garantie ; le dépôt de garantie ne sera restituable que dans un délai maximum de deux (2) mois calendaires à compter du terme du Contrat, sous réserve de la parfaite exécution par l'Usager de ses obligations contractuelles et notamment celle relative au paiement ;
- une garantie à première demande prise auprès d'un établissement de crédit national notoirement connu, conformément et respectivement aux modèles de l'annexe 1 des présentes, ou auprès de la société mère de l'Usager, conformément au modèle de l'annexe 2 des présentes. Le choix entre une garantie apportée par la maison mère ou par un établissement bancaire est laissé au choix de l'Usager, la Régie Auvergne Numérique se réservant la possibilité de demander à l'Usager tout renseignement utile relatif à sa société mère et le cas échéant de refuser la garantie à première demande de sa société mère pour exiger une garantie à première demande bancaire.

10.5.3 – Calcul de la garantie financière

Le montant chiffré de la garantie financière demandée figure dans le bon de commande fourni en annexe 3 du présent Contrat.

10.5.4 – Conséquences de la non-fourniture de la garantie financière

10.5.4.1 – A la signature du Contrat

Lorsqu'une garantie financière est demandée par la Régie Auvergne Numérique, à la signature du Contrat, la remise effective de l'acte de garantie à première demande ou pour le dépôt de garantie, l'encaissement effectif du chèque ou le passage en écriture du virement, constitue un élément substantiel du Contrat et conditionne donc l'entrée en vigueur de ce dernier.

10.5.4.2 – En cours d'exécution du Contrat

Lorsque cette garantie financière est demandée par la Régie Auvergne Numérique, à tout moment au cours de l'exécution du Contrat, la non-production de la garantie financière demandée ou l'absence de réactualisation, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, entraîne la possibilité pour la Régie Auvergne Numérique de résilier le présent Contrat conformément aux dispositions de l'article 15.

10.5.5 – Mise en œuvre de la garantie financière

La Régie Auvergne Numérique peut mettre en œuvre de plein droit la garantie financière en cas de défaut de paiement, et après mise en demeure de payer, adressée à l'Usager par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, restée sans effet pendant un délai de sept (7) jours calendaires à compter de sa date de réception.

Lorsqu'un défaut de paiement a contraint la Régie Auvergne Numérique, à mettre en œuvre la garantie, l'Usager s'engage à réactualiser immédiatement le montant de la garantie financière à hauteur du montant initialement fixé ou à présenter une nouvelle garantie financière à la Régie Auvergne Numérique.

article 11 – Modification des conditions de mise à disposition

En cas de déplacement d'ouvrage demandé par le gestionnaire de la voirie ou le Propriétaire, les conditions dans lesquelles le Nœud de Raccordement Optique de la Régie Auvergne Numérique sera déplacé feront l'objet d'un avenant au présent Contrat.

En cas de déplacement d'ouvrage demandé par le gestionnaire de la voirie ou le Propriétaire, l'Usager sera informé dans un délai de sept (7) jours calendaires à compter de la notification de la demande du gestionnaire de voirie (dont une copie sera transmise à l'Usager).

Les Parties se concerteront sur les mesures les mieux appropriées pour effectuer le déplacement en vue de minimiser les conséquences dommageables pour l'activité de chacune des Parties.

article 12 – Responsabilités – Assurance

12.1 – Responsabilité de la Régie Auvergne Numérique

La Régie Auvergne Numérique s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'exécution de ses obligations au titre du Contrat.

La Régie Auvergne Numérique n'est pas responsable des défaillances résultant de faits indépendants de sa volonté, notamment les cas de force majeure, de défaillances dues à des tiers ou au fait de l'Usager, en particulier en cas de non-respect des pré-requis techniques ou cas d'incompatibilité avec les équipements installés et/ou mis en service par l'Usager.

En cas de défaillance grave de la Régie Auvergne Numérique dûment prouvée, l'Usager aura la faculté de solliciter la réparation par la Régie Auvergne Numérique du dommage matériel direct certain en résultant dont il rapporterait la preuve. Il est entendu entre les Parties que les préjudices indirects notamment tels que le préjudice commercial ou financier, les pertes de clientèle, l'atteinte à l'image de marque, le manque à gagner, le préjudice commercial ou financier, l'augmentation des frais généraux,... et généralement toutes pertes d'exploitation quelles que soient leurs natures et leurs causes sont expressément exclues de la responsabilité de la Régie Auvergne Numérique au titre du Contrat.

Dans la mesure où la responsabilité de la Régie Auvergne Numérique serait retenue au titre du présent Contrat, le montant total des dommages-intérêts que la Régie Auvergne Numérique pourrait être amenée à verser à l'Usager en réparation du préjudice subi ne saurait en aucune façon excéder, tous dommages directs certains confondus, un montant maximum global égal à 20 000 euros par année contractuelle à compter de la date d'effet du présent Contrat et ce quel que soit le fondement juridique de la réclamation et la procédure employée pour la faire aboutir.

Lorsqu'un manquement contractuel de la Régie Auvergne Numérique donne lieu au versement d'une pénalité prédéfinie au Contrat au bénéfice de l'Usager, celle-ci constitue pour ce dernier une indemnité forfaitaire, libératoire et définitive couvrant la totalité du préjudice subi pour le manquement considéré. De ce fait l'Usager renonce à toute action en responsabilité contractuelle fondée sur une demande de réparation du préjudice subi dirigée à l'encontre de la Régie Auvergne Numérique pour le même motif.

12.2 – Responsabilité de l'Usager

L'Usager est responsable au titre du présent Contrat de tout manquement contractuel établi à son encontre, entraînant un préjudice à la Régie Auvergne Numérique, son personnel et ses équipements ou aux prestataires de la Régie Auvergne Numérique qui interviendraient dans l'exécution du présent Contrat.

A ce titre, l'Usager est responsable vis-à-vis de la Régie Auvergne Numérique ou de ses prestataires de tous dommages directs que son matériel, son personnel ou celui de ses prestataires de services causeraient aux personnels, aux équipements, aux installations et aux bâtiments de la Régie Auvergne Numérique ou de ses prestataires. L'Usager demeure en particulier responsable vis-à-vis de la Régie Auvergne Numérique de toute action ou omission de ses préposés et/ou prestataires de services.

L'Usager est responsable de tous dommages directs que son matériel, son personnel ou celui de ses prestataires de service causeraient à tout équipement ou matériel appartenant aux tiers également hébergés dans le Nœud de Raccordement Optique concerné.

L'Usager assume le risque lié à la maîtrise et l'exploitation de ses équipements et infrastructures. Il apposera et maintiendra toutes les mentions nécessaires à la détermination de la propriété.

L'Usager assume seul la responsabilité pleine et entière des relations qu'il entretient avec ses clients finals et, plus généralement, tout autre tiers dans le cadre des contrats qu'il passe avec eux et prend à sa charge exclusive les dommages qui peuvent en résulter. L'Usager s'engage à cet égard à traiter directement toute réclamation, recours ou action y afférent et à faire son affaire de toute réclamation, recours ou action de quelque nature que ce soit intenté par les tiers précités à l'encontre de la Régie Auvergne Numérique.

12.3 – Assurance

Chaque Partie prend en charge et assume les conséquences pécuniaires de sa responsabilité, telle que définie aux articles 12.1 et 12.2 ci-dessus.

La Régie Auvergne Numérique est titulaire de polices d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle et les risques liés à son activité.

Pour sa part, l'Usager déclare, à l'identique, qu'il est titulaire d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle et les risques liés à son activité.

L'Usager s'engage à s'assurer pour des sommes suffisantes auprès d'une compagnie établie en France et notoirement connue pour être solvable, contre tous risques qu'il est susceptible d'encourir dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution du Contrat.

L'Usager devra être en mesure de présenter, sur simple demande de la Régie Auvergne Numérique, une attestation datée et signée de son assureur justifiant de la souscription par l'Usager concerné par ladite demande, de la police d'assurance. Cette attestation précisera le montant et l'étendue de la garantie, ainsi que la période de validité de la police d'assurance souscrite

article 13 – Hygiène et sécurité

L'Usager assume la responsabilité pleine et entière de la sécurité de ses agents et de ceux de ses sous-traitants éventuels et prend notamment toutes les dispositions nécessaires pour faire respecter

les règles en vigueur, en matière de sécurité, d'hygiène et de conditions de travail en conformité avec les conditions édictées par le Code du Travail.

De manière générale, l'Usager assure la prévention des risques liés à l'hygiène et à la sécurité des personnes et des biens sans que la responsabilité de la Régie Auvergne Numérique ne puisse être engagée suite à l'absence de préconisations spécifiques, sauf dans le cas où la faute de la Régie Auvergne Numérique est dûment prouvée par l'Usager.

Tous les travaux et opérations effectués par l'Usager dans le cadre du Contrat donneront lieu à l'établissement d'un plan de prévention.

article 14 – Force majeure – Cas fortuit

Outre ceux habituellement retenus par la jurisprudence de la Cour de Cassation, sont expressément considérés comme des cas de force majeure ou cas fortuits, pour autant qu'ils soient extérieurs, imprévisibles et irrépessibles, les événements suivants : les intempéries exceptionnelles, les catastrophes naturelles, les incendies, la foudre, les perturbations exceptionnelles d'origine électrique ou électromagnétique affectant le réseau, les actes de vandalisme, les inondations, les attentats, les grèves inopinées de personnels étrangers à l'entreprise, les restrictions légales subites à la fourniture des services de communications électroniques et de façon générale, les événements ayant nécessité l'application de plans locaux ou nationaux de maintien de la continuité des services de communications électroniques, et tout autre événement de force majeure ou cas fortuit au sens de l'article 1148 du Code civil.

En cas de survenance d'un cas de Force Majeure et pendant toute sa durée, les obligations contractuelles correspondantes de chacune des Parties seront suspendues.

Dès la survenance d'un cas de Force Majeure, la Partie en ayant connaissance en informe aussitôt l'autre Partie, afin qu'elles déterminent ensemble sans délai des conditions nécessaires à l'exécution du Contrat. Nonobstant la recherche de solutions concertées et pendant tout le temps nécessaire à leur élaboration, la Régie Auvergne Numérique est tenue d'assurer du mieux qu'elle peut la fourniture du Service.

Si d'une part le cas de Force Majeure a une durée supérieure à trois (3) mois, d'autre part est de nature à empêcher la poursuite du Contrat, et enfin les Parties ne parviennent pas à s'accorder sur les conditions de la poursuite du Contrat, le Contrat pourra être résilié par l'une ou l'autre des Parties, sans droit à indemnité de part et d'autre.

L'Usager ne peut réclamer aucune indemnité à la Régie Auvergne Numérique, pour les interruptions momentanées de la fourniture du Service résultant des cas visés au présent article.

article 15 – Résiliation

15.1 – Résiliation d'un Emplacement pour cause de fermeture d'un Nœud de Raccordement Optique

En cas de fermeture d'un Nœud de Raccordement Optique, la Régie Auvergne Numérique pourra résilier le (ou les) Emplacement(s) moyennant le respect d'un préavis de onze (11) mois calendaires avant ladite fermeture.

15.2 – Résiliation d'un Emplacement pour cause de voirie

En cas de retrait ou de refus de renouvellement par l'Autorité gestionnaire de la voirie de la permission de voirie accordée à la Régie Auvergne Numérique et hors déplacement de l'infrastructure telle que prévue à l'article 11, le (ou les) Emplacements concerné(s) sera (seront) résilié(s) de plein droit et sans indemnité à l'Usager autre que celle versée par le gestionnaire à la Régie Auvergne Numérique, sur la base du nombre d'Emplacements loués à l'Usager.

15.3 – Résiliation du Contrat par l'une ou l'autre Partie

L'une ou l'autre des Parties a la faculté de résilier le Contrat par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le respect d'un préavis de deux (2) mois.

La résiliation du Contrat entraîne l'impossibilité pour l'Usager de se prévaloir du bénéfice de la mise à disposition de tout nouveau Service et a pour conséquence la résiliation de tous les Emplacements mis à sa disposition, selon les termes de l'article 15.4.

15.4 – Résiliation d'un Emplacement sur demande de l'Usager

L'Usager peut résilier à tout moment et de plein droit un Emplacement à l'aide du Bon de Commande fourni en annexe 3 du présent Contrat par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, avec un préavis de deux (2) mois calendaires.

Toutefois il est expressément convenu entre les Parties que toute résiliation d'un Emplacement par l'Usager avant l'échéance de la période minimale d'engagement, telle que définie à l'article 9, donnera lieu à l'application d'une pénalité à verser par l'Usager dont le montant est fixé en annexe 2 du présent Contrat.

15.5 – Résiliation du Contrat pour non-respect des obligations de la Régie Auvergne Numérique

En cas de non-respect par la Régie Auvergne Numérique de ses obligations contractuelles, l'Usager peut, après mise en demeure de remédier audit manquement dans un délai de soixante (60) jours calendaires adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et demeurée infructueuse, résilier le présent Contrat, sans que cette résiliation donne droit à une quelconque indemnité au profit de la Régie Auvergne Numérique, autre que le paiement des sommes dues jusqu'à la date de résiliation.

Il est expressément convenu entre les Parties que toute résiliation d'un Emplacement pour non-respect des obligations de la Régie Auvergne Numérique avant l'échéance de la période minimale d'engagement ne donnera lieu à l'application d'aucune pénalité à verser par l'Usager pour non-respect de la période minimale par dérogation de l'article 15.4.

15.6 – Résiliation du Contrat pour non-respect des obligations de l'Usager

En cas de non-respect par l'Usager de l'une quelconque de ses obligations contractuelles, la Régie Auvergne Numérique peut, après mise en demeure remédier audit manquement dans un délai de trente (30) jours calendaires adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et demeurée infructueuse, résilier l'Emplacement concerné ou le présent Contrat, sans que cette résiliation donne droit à une quelconque indemnité au profit de l'Usager.

Il est expressément convenu entre les Parties que toute résiliation d'un Emplacement pour faute de l'Usager avant l'échéance de la période minimale d'engagement, telle que définie à l'article 9, donnera lieu à l'application d'une pénalité à verser par l'Usager dont le montant est fixé en annexe 2 du présent Contrat.

La Régie Auvergne Numérique se réserve le droit d'être indemnisée de son entier préjudice.

article 16 – Effet de la résiliation

16.1 – Dispositions générales

En cas de résiliation, chacune des Parties s'engage à restituer, dans le (1) mois suivant la fin du présent Contrat, les informations et documents qui sont la propriété de l'autre Partie et qui lui ont été remis pour les besoins du présent Contrat.

La résiliation ne met pas fin aux obligations relatives notamment à la confidentialité et à la propriété.

Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 15, la résiliation du Contrat inclut la résiliation de tous les Emplacements souscrits.

16.2 – Restitution d'un Emplacement

En cas de résiliation d'un Emplacement ou du Contrat du fait de l'Usager, celui-ci débranchera son Equipement et remettra, à sa charge, l'Emplacement et l'environnement technique associé fournis au titre du présent Contrat en état d'origine, en procédant notamment à l'enlèvement de son Equipement, au plus tard à l'expiration du préavis de résiliation tel que visé à l'article 15 et la Régie Auvergne Numérique facturera les coûts d'accompagnement nécessaires afin de constater la remise en état des lieux. A défaut de désinstallation et/ou de remise en état dans les délais par l'Usager, la Régie Auvergne Numérique réalisera ladite désinstallation et/ou remise en état à la charge de l'Usager. La désinstallation de l'Equipement de l'Usager et la remise en état de l'Emplacement sont dûment constatées lors de l'établissement du procès-verbal de restitution des lieux dont un exemplaire figure en annexe 7D du présent Contrat.

article 17 – Cession – Sous location

Le présent Contrat est conclu intuitu personae. En conséquence, le Contrat est conclu au seul bénéfice de l'Usager qui s'interdit expressément de procéder à la sous-location des Emplacements mis à sa disposition au titre du Contrat.

L'Usager sera toutefois autorisé à céder, en totalité ou en partie, ses droits et obligations découlant du Contrat à toute entité légale qu'elle contrôle directement ou indirectement au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce, à toute entité la contrôlant directement ou indirectement, ou à toute entité qui

est elle-même contrôlée par une entité légale contrôlant la Partie cédante, sous réserve, d'une part, de la fourniture par le cessionnaire de garanties au moins équivalentes à celles éventuellement fournies par le cédant, la Régie Auvergne Numérique ayant la faculté de demander la constitution, de la part du cessionnaire, de garanties supérieures à celles fournies par le cédant et, d'autre part, d'une notification adressée à la Régie Auvergne Numérique dans les trente (30) jours calendaires précédant la date d'effet de la cession.

En outre, l'Usager ne saurait faire bénéficier, de quelque manière que ce soit, un tiers de tout ou partie du Service fourni en application du présent Contrat.

article 18 – Confidentialité

Les Parties s'engagent à considérer comme confidentiels le présent Contrat et ses annexes et tous les documents, les informations et données, quel qu'en soit le support, qu'elles s'échangent à l'occasion de l'exécution du présent Contrat. C'est la raison pour laquelle, elles s'interdisent de communiquer ou de divulguer à des tiers pour quelque raison que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de la Partie concernée. Il est toutefois rappelé que la Régie Auvergne Numérique pourra transmettre à Auvergne Très Haut Débit les documents, informations et données visées au présent article pour les besoins de l'exécution de la PPP visée en préambule.

Toutefois, cette obligation n'est pas applicable aux éléments d'informations confidentielles :

- qui pourraient être communiqués au gestionnaire de la voirie en application de dispositions réglementaires ou à ceux communiqués à l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes dans les seuls cas impératifs prévus par la législation en vigueur,
- qui étaient du domaine public au moment de leur divulgation ou sont tombés dans le domaine public sans qu'il y ait eu contravention au présent Contrat,
- dont la Partie qui a divulgué pourrait prouver qu'ils étaient en sa possession antérieurement à la date d'effet du présent Contrat, sans qu'il ait été contrevenu à une obligation de confidentialité,
- qui ont été communiqués à la Partie divulgatrice, à ses collaborateurs ou employés, à ses sous-traitants, pour l'exécution du présent Contrat.

Préalablement à la communication d'une information écrite ou orale, les Parties identifieront les informations confidentielles. Celles-ci feront l'objet d'un constat écrit de l'autre Partie.

article 19 – Litiges

Les contestations qui pourront s'élever entre la Régie Auvergne Numérique et l'Usager relativement à l'interprétation ou à l'exécution du présent Contrat seront soumises au tribunal de commerce dans le ressort duquel se trouve la Région d'Auvergne.

article 20 – Evolution

En cas de modification substantielle de l'environnement économique, légal ou réglementaire dans le cadre duquel les Parties ont contracté le présent Contrat, les Parties pourront se rapprocher afin de

convenir des adaptations éventuelles à apporter, le cas échéant, au présent Contrat. A défaut d'accord entre elles, l'article 19 s'appliquera.

article 21 – Preuve

21.1 – Preuve

Les Parties conviennent que les écrits sous forme électronique, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat, ont la même valeur que celle accordée à l'original.

Les Parties conviennent de conserver les écrits qu'elles s'échangent pour l'exécution du Contrat, de telle manière qu'ils puissent constituer des copies fidèles et durables au sens de l'article 1348 du Code Civil.

21.2 – Convention de preuve

De convention expresse, les Parties s'accordent pour considérer les données enregistrées, transmises et/ou reçues par la Régie Auvergne Numérique dans le cadre du présent Contrat au moyen de ses propres outils d'enregistrement et de calcul comme la preuve suffisante de la réalité et du moment de l'enregistrement, de la transmission et/ou de la réception des dites données à l'exclusion de tout autre mode de preuve qui pourrait être opposé par l'Usager à la Régie Auvergne Numérique.

article 22 – Partenariat Public Privé

Les parties reconnaissent que le Service est fourni par La Régie Auvergne Numérique dans le cadre d'un Partenariat Public Privé visée en préambule.

En cas de modification du Contrat de PPP pouvant avoir une incidence sur le présent Contrat, les parties se réuniront pour négocier de bonne foi les conséquences sur le présent Contrat.

La Régie Auvergne Numérique informera l'Usager avec un préavis de six (6) mois calendaires de la date de fin du Contrat PPP et des conséquences éventuelles sur le présent Contrat. Les Parties se rencontreront pour envisager s'il y a lieu, la résiliation ou la poursuite du présent Contrat, son renouvellement ou la conclusion d'un nouveau Contrat.

Fait à, le

En double exemplaire

Pour la Régie Auvergne Numérique

Pour l'Usager

Annexe 1 – Prix

Date : #Date# (correspond à la date de signature du Contrat)

La présente annexe est établie notamment par application de l'article 10.1 intitulé « Structure tarifaire et modalités de facturation ».

Tous les prix mentionnés dans la présente annexe sont exprimés en euros hors taxe et s'appliquent à compter de la date de signature du Contrat, sauf mention particulière éventuelle visée pour chacune des prestations.

1. Frais relatifs aux études de faisabilité

<i>Libellé de la prestation</i>	<i>Unité</i>	<i>Prix unitaire (€ HT)</i>
Frais d'étude de faisabilité non suivie de commande ferme	Emplacement	100 € HT

2. Frais relatifs à un Emplacement et à l'environnement technique associé

<i>Libellé de la prestation</i>	<i>Unité</i>	<i>Prix unitaire (€ HT)</i>
<u>Frais de mise en service</u> - pour un Emplacement dans un Nœud de Raccordement Optique (shelter ou armoire) de la Régie Auvergne Numérique	3U	1 782,40 € HT
<u>Redevance annuelle :</u> - pour un Emplacement dans un Nœud de Raccordement Optique (shelter ou armoire) de la Régie Auvergne Numérique	3U	914,76 € HT / an

3. Frais relatifs aux prestations complémentaires

3.1. Pénétration de câble réalisée par l'Usager

<i>Libellé de la prestation</i>	<i>Unité</i>	<i>Prix unitaire (€ HT)</i>
<u>Frais de mise en service :</u> - pour une pénétration de câble (12 fibres) - pour une pénétration de câble (36 fibres)	Pénétration	2 430 € HT 2 600 € HT
<u>Redevance annuelle :</u> - pour une pénétration de câble (12 fibres) - pour une pénétration de câble (36 fibres)	Pénétration	168 € HT / an 372 € HT / an

3.2. Pénétration de câble réalisée par la Régie Auvergne Numérique

<i>Libellé de la prestation</i>	<i>Unité</i>	<i>Prix unitaire (€ HT)</i>
<u>Frais de mise en service :</u> - pour une pénétration de câble (12 fibres) - pour une pénétration de câble (36 fibres)	Pénétration	3 810 € HT 3 980 € HT
<u>Redevance annuelle :</u> - pour une pénétration de câble (12 fibres) - pour une pénétration de câble (36 fibres)	Pénétration	168 € HT / an 372 € HT / an

3.3. Visite de Nœud de Raccordement Optique

<i>Libellé de la prestation</i>	<i>Unité</i>	<i>Prix unitaire (€ HT)</i>
Visite de Nœud de Raccordement Optique au-delà de la 1 ^{er} visite	Heure	79.40 € HT

Annexe 2 – Pénalités

Date : #Date# (correspond à la date de signature du Contrat)

Tous les montants mentionnés dans la présente annexe sont exprimés en euros hors taxe et n'entrent pas dans le champ d'application de la TVA. Ils sont applicables à la date de signature du Contrat.

Pénalités pouvant être dues par l'Usager

<i>Libellé de la pénalité</i>	<i>Unité</i>	<i>Montant unitaire (€ HT)</i>
Pénalité pour non restitution de clé, quelle qu'en soit la cause	Clé	150 € HT
Pénalité pour résiliation d'un Emplacement avant échéance de la période minimale d'engagement, quelle qu'en soit la cause	Emplacement	80% de la redevance restant due jusqu'à échéance de la période minimale d'engagement

Annexe 3 – Bon de commande

Voir fichier joint.

Annexe 4 – Points de contact

Ci-dessous, les coordonnées des différents guichets et points de contact.

Guichet unique de traitement des commandes de la Régie Auvergne Numérique

Mail : adv.athd@auvergnetreshautdebit.fr

Courrier : 8 avenue Yves Brunaud
31770 Colomiers

Guichet unique point de contact de l'Usager pour le traitement des commandes

Mail :
Courrier :
Tel. :

Guichet unique de réception des signalisations de la Régie Auvergne Numérique

Tel. : 0 800 871 956
Fax :
Mail : sav.athd@auvergnetreshautdebit.fr

Guichet unique point de contact de l'Usager pour le traitement des signalisations

Tel. :
Fax :
Mail :

Annexe 5 – Spécifications Techniques d'Accès au Service


Voir fichier joint.

Annexe 6 – RIB de la Régie Auvergne Numérique

Ci-dessous, les coordonnées bancaires de la Paierie Régionale d’Auvergne

Coordonnées bancaires

RIB

Code flux	Auto / Classique	Code banque	Code guichet	N° compte	Edition RIB
053	Automatisé	30001	00301	C6320000000 - 67	

IBAN

Code flux	Auto / Classique	ZONE1	ZONE2	ZONE3	ZONE4	ZONE5	ZONE6	ZONE7	BIC associé
053	Automatisé	FR88	3000	1003	01C6	3200	0000	067	BDFEFRPPCCT

Annexe 7A, 7B, 7C, 7D – procès-verbaux

Voir fichiers joints

Annexe 8 – Liste des Nœuds de Raccordement Optique

Ci-dessous, la liste des Nœuds de Raccordement Optique de la Régie Auvergne Numérique.

Département	Code INSEE	Libellé NRO	Type	Mois indicatif de mise en service
03	03003	AINAY LE CHATEAU	Armoire	mai-14
03	03019	BEAULON	Armoire	mai-14
03	03029	BILLY	Armoire	mai-14
03	03036	BOURBON-L'ARCHAMBAULT	Shelter	juin-14
03	03084	COSNE	Shelter	mai-14
03	03102	DOMPIERRE	Shelter	juin-14
03	03109	ESCUROLLES	Armoire	juin-14
03	03118	GANNAT	Shelter	juin-14
03	03128	HURIEL	Shelter	déc.-14
03	03132	JALIGNY	Shelter	juil.-14
03	03133	JENZAT	Armoire	juil.-14
03	03146	LIMOISE	Armoire	juil.-14
03	03155	LURCY LEVIS	Shelter	août-14
03	03159	MALICORNE	Shelter	sept.-14
03	03165	MAYET DE MONTAGNE	Armoire	août-14
03	03168	MEAULNE	Armoire	sept.-14
03	03183	LE MONTET	Shelter	nov.-14
03	03217	ST ANGEL	Armoire	sept.-14
03	03221	SAINT-BONNET-TRONCAIS	Shelter	sept.-14
03	03235	ST GERAND LE PUY	Armoire	oct.-14
03	03254	ST POURCAIN S/S	Shelter	août-14
03	03298	VARENNES	Shelter	déc.-14
03	03311	VICQ	Shelter	oct.-14
03	03314	VILLEBRET D'AUTRY	Shelter	août-14
15	15038	CHAMPS SUR TARENTEINE	Shelter	mai-15
15	15054	CONDAT	Shelter	mars-14
15	15089	LADINHAC	Armoire	janv.-14
15	15119	MASSIAC	Shelter	avr.-14
15	15120	MAURIAC	Shelter	nov.-14
15	15122	MAURS	Shelter	sept.-14
15	15138	MURAT	Shelter	août-15
15	15152	PIERREFORT	Armoire	févr.-15
15	15162	RIOM ES MONTAGNE	Shelter	juil.-14
15	15196	SAINT-MAMET	Shelter	févr.-14
15	15235	LES TERNES	Shelter	nov.-14

15	15258	VIC SUR CERE	Shelter	juin-14
15	15265	YDES	Shelter	déc.-14
15	15268	LE ROUGET	Armoire	janv.-14
43	43003	ALLEGRE	Shelter	sept.-14
43	43012	AUREC	Shelter	nov.-14
43	43016	AUZON	Armoire	avr.-15
43	43020	BAS EN BASSET	Shelter	déc.-14
43	43025	BEAUZAC	Shelter	févr.-14
43	43038	BOURNONCLE ST PIERRE	Armoire	mai-15
43	43040	BRIOUDE	Shelter	mars-14
43	43051	CHAMBON SUR LIGNON LE	Shelter	janv.-15
43	43080	CRAPONNE SUR ARZON	Shelter	juin-14
43	43084	CUSSAC-SUR-LOIRE	Shelter	mars-14
43	43087	DUNIERES	Shelter	juil.-14
43	43096	FONTANNES	Shelter	juin-14
43	43115	LAUSSONNE	Armoire	sept.-14
43	43137	MONISTROL SUR LOIRE	Shelter	janv.-15
43	43141	MONTFAUCON	Armoire	juil.-15
43	43153	PONT-SALOMON	Shelter	mars-15
43	43162	RETOURNAC	Shelter	déc.-14
43	43177	ST DIDIER EN VELAY	Shelter	juil.-15
43	43216	ST PAULIEN	Shelter	nov.-14
43	43224	STE SIGOLENE	Shelter	mai-15
43	43234	SAUGUES	Shelter	mai-14
43	43244	TENCE	Shelter	mars-15
43	43268	YSSINGEAUX	Shelter	août-14
63	63001	AIGUEPERSE	Shelter	févr.-15
63	63003	AMBERT	Shelter	juin-14
63	63004	LES ANCIZES	Armoire	sept.-15
63	63010	ARLANC	Shelter	mars-14
63	63022	AUZAT-LA-COMBELLE	Armoire	mai-14
63	63038	BESSE	Shelter	avr.-14
63	63040	BILLOM	Shelter	mars-14
63	63047	LA BOURBOULE	Shelter	avr.-14
63	63050	BRASSAC	Shelter	févr.-14
63	63052	LE BREUIL SUR COUZE	Armoire	juin-15
63	63066	CELLES/DUROLLE	Armoire	oct.-14
63	63080	CHAMPEIX	Shelter	mai-14
63	63102	CHATELDON	Armoire	juin-14
63	63103	CHATEL-GUYON	Shelter	mai-15
63	63118	CONDAT EN COMBRAILLES	Armoire	juin-15
63	63121	COUDES	Armoire	mai-15
63	63132	CUNLHAT	Shelter	juil.-14
63	63149	ENTRAIGUES	Armoire	mai-15
63	63178	ISSOIRE	Shelter	sept.-13

63	63180	JOZE	Armoire	mai-15
63	63198	LOUBEYRAT	Armoire	avr.-15
63	63210	MARINGUES	Shelter	août-14
63	63231	LA MONNERIE	Armoire	juil.-14
63	63245	MOZAC	Shelter	avr.-15
63	63248	NEBOUZAT	Armoire	mars-15
63	63281	PIONSAT	Armoire	févr.-15
63	63283	PONTAUMUR	Shelter	sept.-14
63	63291	PUY GUILLAUME	Shelter	oct.-14
63	63295	RANDAN	Shelter	sept.-14
63	63302	ROCHE BLANCHE	Shelter	juin-15
63	63305	ROCHEFORT	Armoire	août-15
63	63315	ST AMANT	Shelter	nov.-14
63	63338	SAINT-ELOY-LES-MINES	Shelter	nov.-14
63	63352	ST GERMAIN LEMBRON	Armoire	juil.-15
63	63354	ST GERVAIS	Shelter	janv.-15
63	63393	ST REMY S/DUROLLE	Shelter	janv.-15
63	63430	THIERS	Shelter	mars-15
63	63430	THIERS LE CHAMBONPONT DE DORE	Armoire	avr.-15
63	63453	VERTAIZON	Shelter	déc.-14
63	63454	VERTOLAYE	Armoire	avr.-15
63	63455	VEYRE MONTON	Shelter	juil.-15
63	63457	VIC LE COMTE	Shelter	déc.-14

Annexe 9 – Garantie à première demande bancaire

Le soussigné, #dénomination sociale, forme juridique# au capital de #montant du capital# euros, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de #ville# sous le numéro #9 chiffres#, dont le siège social est #adresse siège social#, domiciliée pour les présentes en sa succursale #dénomination# sise au #adresse#, représentée par monsieur #nom, prénom# en qualité de #qualité#, dûment habilité à l'effet des présentes #en vertu d'une délibération spéciale du #conseil d'administration ou de surveillance# en date du #date#, dont une copie certifiée conforme est annexée aux présentes.#

Ci-après dénommé(e) « le garant » ;

Déclare par les présentes, lesquelles constituent de sa part, un engagement autonome et indépendant du Contrat #nom et numéro du Contrat objet de la présente garantie# en date du #date du Contrat#

Ci-après dénommé « le Contrat »,

conclu entre

La Régie Auvergne Numérique,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »

Et,

#dénomination sociale#, #forme juridique# au capital de #montant du capital# euros, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de #ville# sous le numéro #9 chiffres#, dont le siège social est #adresse siège social#,

ci-après dénommé(e) « le cocontractant »,

S'engager inconditionnellement et irrévocablement au profit du bénéficiaire à lui payer, à première demande de sa part, formulée en une ou plusieurs fois, toutes sommes, et ce jusqu'à concurrence de #montant en lettres# euros (#montant en chiffres# euros), et ce dans les conditions ci-après décrites.

Le garant s'engage, à effectuer en faveur du bénéficiaire, le(s) paiement(s) au(x)quel(s) il sera tenu en exécution de la présente garantie, dès réception d'une demande de paiement adressée par le bénéficiaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Il est expressément prévu que le garant s'interdit par les présentes, comme une condition substantielle de son engagement, de faire valoir, pour retarder ou se soustraire à l'exécution inconditionnelle et immédiate de la présente garantie et par conséquent au(x) paiement(s) qu'elle met à sa charge, aucune nullité, exception, ni objection, ni fin de non-recevoir quelconques tirées de toutes relations juridiques et/ou d'affaires entre le cocontractant et le bénéficiaire ou tout autre tiers, en particulier en raison du Contrat.

Le garant déclare connaître parfaitement la situation financière et juridique du cocontractant dont il lui appartiendra, dans son propre intérêt, de suivre personnellement l'évolution, indépendamment des renseignements que pourrait éventuellement lui communiquer le bénéficiaire, ce à quoi ce dernier n'est nullement tenu.

La modification ou la disparition des liens ou des rapports de fait ou de droit pouvant exister à ce jour entre le garant et le cocontractant ne pourra dégager ce premier de la présente garantie.

De même, toutes les dispositions des présentes conservent leur plein effet quelle que soit l'évolution financière et juridique du cocontractant garanti.

Tout paiement effectué par le garant dans le cadre de la présente garantie s'imputera sur le montant maximal mentionné ci-dessus et son engagement sera réduit d'autant pour l'avenir.

La présente garantie est soumise au droit français.

Elle n'est pas un cautionnement soumis aux articles 2288 et suivants du code civil. Elle est une garantie autonome au sens de l'article 2321 du code civil.

La présente garantie à une durée de validité qui commence à la date de sa signature et expire trente mois calendaires après sa signature. En conséquence, toute demande de paiement, telle que prévue ci-dessus, émanant du bénéficiaire, devra, pour être prise en considération, parvenir avant cette date et heure.

Tous les frais et droits des présentes ainsi que de leurs suites seront à la charge du garant.

Fait à #ville#, le #date#.

#nom, prénom, qualité, signature#.

Annexe 10 – Garantie à première demande société mère

Le soussigné, #dénomination sociale, forme juridique# au capital de #montant du capital# euros, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de #ville# sous le numéro #9 chiffres#, dont le siège social est #adresse siège social#, représentée par monsieur #nom, prénom# en qualité de #qualité#, dûment habilité à l'effet des présentes #en vertu d'une délibération spéciale du #conseil d'administration ou de surveillance# en date du #date#, dont une copie certifiée conforme est annexée aux présentes. #

Ci-après dénommé(e) « le garant » ;

Déclare par les présentes, lesquelles constituent de sa part, un engagement autonome et indépendant du Contrat #nom et numéro du Contrat objet de la présente garantie# en date du #date du Contrat# conclu entre,

Ci-après dénommé « le Contrat »,

La Régie Auvergne Numérique

Ci-après dénommée « le bénéficiaire »

Et,

#dénomination sociale#, #forme juridique# au capital de #montant du capital# euros, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de #ville# sous le numéro #9 chiffres#, dont le siège social est #adresse siège social#,

Ci-après dénommé(e) « le cocontractant »,

S'engager inconditionnellement et irrévocablement au profit du bénéficiaire à lui payer, à première demande de sa part, formulée en une ou plusieurs fois, toutes sommes, et ce jusqu'à concurrence de #montant en lettres# euros (#montant en chiffres# euros), et ce dans les conditions ci-après décrites.

Le garant s'engage, à effectuer en faveur du bénéficiaire, le(s) paiement(s) au(x)quel(s) il sera tenu en exécution de la présente garantie, dès réception d'une demande de paiement adressée par le bénéficiaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Il est expressément prévu que le garant s'interdit par les présentes, comme une condition substantielle de son engagement, de faire valoir, pour retarder ou se soustraire à l'exécution inconditionnelle et immédiate de la présente garantie et par conséquent au(x) paiement(s) qu'elle met à sa charge, aucune nullité, exception, ni objection, ni fin de non-recevoir quelconques tirées de toutes relations juridiques et/ou d'affaires entre le cocontractant et le bénéficiaire ou tout autre tiers, en particulier en raison du Contrat.

Le garant déclare connaître parfaitement la situation financière et juridique du cocontractant dont il lui appartiendra, dans son propre intérêt, de suivre personnellement l'évolution, indépendamment des renseignements que pourrait éventuellement lui communiquer le bénéficiaire, ce à quoi ce dernier n'est nullement tenu.

La modification ou la disparition des liens ou des rapports de fait ou de droit pouvant exister à ce jour entre le garant et le cocontractant ne pourra dégager ce premier de la présente garantie.

De même, toutes les dispositions des présentes conservent leur plein effet quelle que soit l'évolution financière et juridique du cocontractant garanti.

Tout paiement effectué par le garant dans le cadre de la présente garantie s'imputera sur le montant maximal mentionné ci-dessus et son engagement sera réduit d'autant pour l'avenir.

La présente garantie est soumise au droit français.

Elle n'est pas un cautionnement soumis aux articles 2288 et suivants du code civil. Elle est une garantie autonome au sens de l'article 2321 du code civil.

La présente garantie à une durée de validité qui commence à la date de sa signature et expire trente mois calendaires après sa signature. En conséquence, toute demande de paiement, telle que prévue ci-dessus, émanant du bénéficiaire, devra, pour être prise en considération, parvenir avant cette date et heure.

Tous les frais et droits des présentes ainsi que de leurs suites seront à la charge du garant.

Fait à #ville#, le #date#.